

*arrêté du 7 mars 1741*  
*qui ordonne l'arpentage*  
*des bois et*  
*nomme le sieur de Bayon*  
*prou la*  
*visite*



EXTRAIT DES REGISTRES  
 du Conseil d'Etat.



SUR LA REQUÊTE PRÉSENTÉE AU ROY  
 EN SON CONSEIL par Leonord-Armand Marquis  
 de Pracomtal, Seigneur de Châtillon en Bazois; Contenant,  
 qu'il dépend de la Terre & Seigneurie de Châtillon en Bazois  
 plus de huit mille Arpens de Bois de Futaye qui en forme le  
 principal Revenu & très-nécessaire pour la Provision de Paris,  
 étans situés entre les Rivières d'Yonne & Loire, dont le Suppliant voulant  
 se procurer quelque utilité après avoir acquis cette Terre par Contrat du 6.  
 Juillet 1735. de la Dame Marquise de Bethune qui la possédoit depuis l'année  
 1715. il obtint le 25. Juin 1736. une Permission de Sa Majesté de faire exploi-  
 ter 4000. Pieds d'Arbres sur plusieurs Bocqueteaux de Bois & Hayes situés  
 dans les Paroisses y dénommées dépendantes de ladite Terre de Châtillon;  
 & quoique cette Permission fut enregistrée au Greffe de la Maîtrise Particu-  
 lière des Faux & Forêts de Nevers, les Marchands auxquels il vendit ces  
 Bois n'eurent pas plutôt établis leurs Ateliers dans la Forêt pour les exploi-  
 ter, qu'ils furent arrêtés par les Officiers de cette Maîtrise qui se transporte-  
 rent dans ladite Forêt, protestant de Délit la Coupe qu'il faisoit faire sur la  
 Permission qu'il en avoit obtenue de Sa Majesté, & ils en dressèrent un Pro-  
 cès-Verbal le 3. Septembre 1736. sur lequel le Procureur du Roy poursuit ces  
 Marchands comme Délinquants, ce qui les oblige de dénoncer ces Pour-  
 suites au Suppliant, & de le mettre en Cause en vertu d'une Ordonnance du Maître  
 Particulier du 30. Mars 1737. qui a été confirmée par une Sentence de la Ta-  
 ble de Marbre de Paris du 7. Septembre suivant, où le Suppliant en avoit  
 interjeté Appel comme de Juge incompetent, attendu qu'il étoit fondé sur  
 une Permission du Conseil pour la Coupe desdits Bois; mais ce Procureur du  
 Roy ne s'en est pas tenu-là, il s'est pourvu au Conseil, où il a présenté une  
 Requête tendante à ce qu'il plût à Sa Majesté casser & annuler le Relief d'Ap-  
 pel du 18. May 1737. qu'il qualifie de Jugement rendu sur la Requête du Sup-  
 pliant audit Siège de la Table de Marbre, & faisant ordonner que les Parties  
 procederoient en la Maîtrise suivant les derniers errements de l'Instance, sauf  
 l'Appel au Conseil; & sur cette Requête il est intervenu Arrêt le premier  
 Octobre de la même année, portant qu'avant d'y faire Droit elle seroit com-  
 muniquée audit Suppliant pour y fournir de Réponses dans les délais prescrits  
 par les Reglemens du Conseil, & être ensuite par Sa Majesté ordonné ce qu'il  
 appartiendrait, toutes choses jusqu'à ce demeurans en état; le Suppliant a  
 satisfait à cet Arrêt par une Requête qu'il a fait signifier audit sieur Procureur  
 du Roy le 26. Novembre 1740. par laquelle il a demandé que l'Arrêt du Con-  
 seil du 24. Avril 1722. qui avoit permis à la Dame Marquise de Bethune de  
 faire exploiter dans ses Bois dix Arbres par Arpent, & la Permission du mois  
 de Juin 1736. furent exécutés selon leur forme & teneur, avec défenses aux



Officiers de ladite Maîtrise d'en troubler l'exécution ; ce n'est que dans ces circonstances que le Suppliant a été informé des Dispositions de cet Arrêt, & d'un autre du 18. Janvier 1729. qui luy font connoître que quand il parviendrait à l'adjudication de ses Conclusions contre le Procureur du Roy de ladite Maîtrise, il ne termineroit pas les Contestations qui font le principal motif de ces Arrêts, & qu'il luy feroit d'ailleurs moins avantageux & beaucoup moins convenable à l'aménagement de ses Bois de couper en jardinant dix Arbres par Arpent, que d'exploiter en un même Continent un certain nombre d'Arpens, en attendant qu'il ait été pourvu au Cantonnement & aux Amenagemens desdits Bois, en sorte que pour en prévenir la Dégénération entiere & mettre la Ville de Paris & le Suppliant en particulier en état de retirer quelque utilité de ses Bois, il se croit indispensablement obligé de représenter très-humblement à Sa Majesté que ladite Terre de Châtillon en Bazois ayant été en 1622. saisie réellement sur le sieur Pierre de Gimet de S. Chaman, & Dame Edmée de Pontalier, son Epouse, elle fut adjugée par Decret au Parlement de Paris le 7. Juin 1630. au sieur Marquis de Rochefort, sans qu'aucun Particulier ou Communauté y eût formé Opposition à fin de charge, ou pour conserver les Droits d'Usages qui auroient pû être prétendus dans les Bois en dépendans, au moyen de quoy tous les Droits d'Usages, s'il y en avoit avant ladite année 1630. ont été purgez & anéantis par le Decret ; & comme cette Terre a été depuis ce tems possédée par des Etrangers jusqu'en 1715. que la Dame Marquise de Bethune l'acquit du sieur de Sommaldick, Vice-Amiral d'Hollande, & en trouva les Bois dans un état déplorable par l'abus excessif que la plupart des Habitans des différentes Paroisses qui composent cette Seigneurie, faisoient depuis très-longtems des Droits d'Usages qu'ils se sont arrogés dans ces Bois par les usurpations & dégradations facilitées par l'absence des précédens Seigneurs de cette Terre, Sujets des Etats Generaux, dont les Biens ont toujours été saisis pendant les Guerres d'entre la France & la Hollande, & par la connivence, tant des Officiers de la Gruerie, que des Fermiers de cette Terre, & que le Conseil trouva si important & digne de son attention, que sur les Remontrances qu'en fit ladite Dame Marquise de Bethune, & sur un Procès-Verbal de l'état desdits Bois dressé le 8. Octobre 1721. qui désigne leur contenance d'environ 8000. Arpens, & leur situation propre pour l'approvisionnement de la Ville de Paris : Sa Majesté rendit l'Arrêt du 24. Avril 1722. par lequel Sa Majesté permit à la Dame Marquise de Bethune de faire couper & vendre à son profit les Cantons de Bois dépendans de ladite Seigneurie, appelez le Bois de Vigne & la Garenne, & en outre dix Arbres par Arpent dans le surplus desdits Bois, à la charge par elle, conformément à ses offres, de faire réserver seize Baliveaux de l'âge du Taillis par chacun Arpent desdits Cantons de Bois de Vigne & la Garenne, & décharger celui qui s'en rendroit Adjudicataire d'en faire l'Exploitation en 8. années consecutives, & de faire casser en Bois de Corde, flotter & voiturier annuellement pendant ledit tems pour la Provision de Paris, les Bois qui en proviendroient ; & Sa Majesté ordonna que pardevant les Sieurs Donjat, alors Intendant & Commissaire Départi en la Generalité de Moulins, & de S. Leger, Grand Maître des Eaux & Forêts du Département de Poitou, que Sa Majesté commit à cet effet, les Prétendans Droits d'Usages dans lesdits Bois seroient tenus de représenter les Titres, & autres Pièces justificatives desdits Droits, dans le tems & ainsi qu'il seroit ordonné par lesdits sieurs Commissaires, dont seroit dressé Procès-Verbal, ensemble des Droits, Requisitions & Contestations des Parties, pour sur iceluy, circonstances & dépendances, être statué diffinitivement & en dernier Ressort par lesdits Sieurs Commissaires ; comme aussi que par eux ou par telle Personne qu'ils voudroient subdeleguer, il seroit procédé à la Visite & dressé

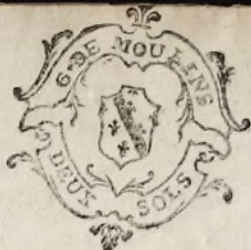


Procès-Verbal de l'état des Bois de ladite Seigneurie , pour sur iceluy être par lesdits Sieurs Commissaires procédé au Jugement définitif des Abus , Délits , & Degradations qui s'y trouveroient avoir été commis à la désignation & limitation de Cantons dans lesdits Bois pour les Droits d'Usages qu'ils auroient reconnus legitimes & bien fondez , & ordonné ce qui conviendrait pour la conservation & aménagement desdits Bois ; & Sa Majesté fit deffenses , sous les peines de l'Ordonnance , à tous Prétendans Droits d'Usages dans lesdits Bois d'entreprendre & exercer aucuns desdits Droits jusqu'à ce qu'autrement par lesdits Sieurs Commissaires il en eût été ordonné ; & enfin que ledit Arrêt seroit lû , publié & affiché par-tout où besoin seroit , & executé nonobstant Oppositions , Recusations , Prises à Partie , ou autres empêchemens quelconques , pour lesquels ne seroit différé , & dont si aucuns intervenoient , Sa Majesté s'en seroit réservé & à son Conseil la connoissance , & icelle interdit à toutes ses Cours & Juges : cependant cet Arrêt n'ayant pû s'executer pendant plusieurs années à cause des differens changemens des Sieurs Intendans de Moulins , & par la mauvaise volonté des prétendus Usagers qui continuoient leurs Degradations ; la Dame Marquise de Bethune obtint un second Arrêt le 18. Janvier 1729. par lequel Sa Majesté ordonna qu'à la poursuite & diligence de ladite Dame , & par ledit sieur de S. Leger & le sieur Eynard de Ravanne , Grand Maître des Eaux & Forêts du Département de Touraine que Sa Majesté commit à cet effet conjointement ou séparément l'un de l'autre , il seroit par eux , ou par l'un d'eux en l'absence de l'autre , procédé à la Visite generale de tous les Bois dépendans de ladite Terre & Seigneurie de Châtillon en Bazois , à l'Arpentage d'iceux , à la reconnoissance des Délits qui avoient été commis dans lesdits Bois , & aux Informations & Instructions contre les Auteurs & Coupables , jusqu'à Jugement définitif exclusivement ; & en outre que dans le tems qui seroit fixé par lesdits Sieurs Grands Maîtres ou l'un d'eux , tous ceux qui prétendoient quelques Droits de quelque nature qu'ils fussent dans lesdits Bois , seroient tenus de représenter leurs Titres pardevant lesdits Sieurs Grands Maîtres ou l'un d'eux , à peine , ledit tems passé , d'en être déchûs , de laquelle representation , ensemble des Dires & Requisitions des Parties , il seroit dressé Procès-Verbal par lesdits Sieurs Grands Maîtres , ou l'un d'eux , pour , sur lesdits Procès-Verbal , Informations , Instructions , Avis desdits Sieurs Grands Maîtres , ou de l'un d'eux , & le tout communiqué à l'un des Inspecteurs Generaux du Domaine , être par Sa Majesté statué ce qu'il appartiendrait ; Sa Majesté permit ausdits Sieurs Grands Maîtres , ou à l'un d'eux en l'absence de l'autre , de commettre un ou plusieurs Arpenteurs à ce necessaires , & revoqua toutes Attributions données aux Sieurs Commissaires nommez par les Arrêts des 24. Avril 1722. 13. Juillet , 20. Août 1726. & 18. May 1728. fit deffenses à tous Prétendans Droits dans lesdits Bois de se pourvoir ailleurs que pardevant lesdits Sieurs Grands Maîtres , à peine de 3000. liv. d'amende , & de tous dépens , dommages & interêts , & ordonna que ce qui seroit fait & ordonné par lesdits Sieurs Grands Maîtres , ou l'un d'eux , pour l'execution dudit Arrêt , seroit executé par provision , nonobstant toutes Oppositions , Appellations , Recusations , Prises à Partie , & autres empêchemens quelconques , pour lesquels ne seroit différé , & dont si aucuns intervenoient , Sa Majesté s'en seroit & à son Conseil réservé la connoissance , & icelle interdit à toutes ses Cours & autres Juges ; mais nonobstant les sages Dispositions de ces differens Arrêts , & la Protection évidente de Sa Majesté pour la conformation des Bois de ladite Terre de Châtillon en Bazois , ce second Arrêt n'a pas été mieux suivi ny executé que les précédens , & les désordres n'ont pas discontinué , sans que la Dame Marquise de Bethune ait profité de la Permission qui luy avoit été accordée par l'Arrêt de 1722. de faire couper & vendre les Cantons de Bois appelez de Vigne & de



la Garenne , de la contenance de 800. Arpens ou environ , de dix Arbres par Arpent dans le surplus des autres Bois , puisqu'il n'a été exploité qu'une partie du Bois de Vigne, & qu'il n'a pas été à beaucoup près abattu plus de 75000. Pieds d'Arbres qu'il étoit permis d'exploiter aux termes dudit Arrêt , à raison de dix Arbres par Arpent , & le surplus étant aux Droits de ladite Dame , auroit pû sans contredit continuer cette Exploitation , ce qu'il n'a pas fait , s'étant contenté , pour ne point dégrader ses Bois , de demander en 1736. la Permission qui luy fut accordée de couper 4000. Pieds d'Arbres dans les Cantons y énoncez , à laquelle le Procureur du Roy de la Maîtrise de Nevers s'est opposé ; en sorte que pour prévenir de pareils inconveniens à l'avenir , & ne point faire de tort à ses Forêts , en y faisant des Coupes par Jardinage , & en même tems pour contenir les prétendus Usagers dans la Dégradation entière qu'ils en font , faute d'exécution des Arrêts de 1722. & 1729. il seroit de la bonté de Sa Majesté de subroger le sieur de Bazoncourt , Grand Maître des Eaux & Forêts du Département de Poitou , pour l'exécution de l'Arrêt du 18. Janvier audit an 1729. attendu qu'il se trouvera à portée dans le cours de son Département de faire la Visite desdits Bois , & d'entendre les Parties , pour remplir l'intention de cet Arrêt , & de permettre au Suppliant par provision , & en attendant qu'il ait été procédé au Cantonnement des Usagers , de faire couper 600. Arpens desdits Bois en un même Continent ou en plusieurs Portions , de ceux les plus à portée d'être débités & conduits en la Ville de Paris , & des plus déperissans , suivant la désignation qui luy en fera faire par ledit sieur Grand Maître lors de sa Visite & Reconnoissance desdits Bois , pour ôter aux veritables & legitimes Usagers tous sujets de plaintes , quoiqu'il soit de Principe que jamais le Propriétaire d'un Bois ne peut , sous prétexte des Usages qu'il a concédé , être privé de l'Exploitation qui luy est libre d'en faire quand il luy plaît , sur-tout lorsqu'il s'agit d'une Furaye sur le retour & déperissante , tels que sont aujourd'huy les Bois dépendans de ladite Terre de Châtillon ; ce Principe doit d'autant mieux avoir son effet à l'égard du Suppliant , que s'il se trouve des Droits d'Usages bien établis , ils n'ont été concédez que depuis 1600. à quelques Particuliers pour leurs besoins personnels qui ne seroient pas fondez à priver le Suppliant du Revenu & de l'Exploitation de ses Bois ; & comme les differens Incidens survenus depuis près de 20. ans que la réformation des Bois a été projetée , que le Suppliant est sincerement dans l'intention d'en poursuivre l'effet , & qu'il y a lieu d'espérer que ledit sieur Grand Maître voudra bien seconder ses vœux pour pouvoir incessamment procurer un secours si avantageux à la Ville de Paris , en prenant toutes les précautions nécessaires pour la conservation & le bon aménagement de ces Bois ; Sa Majesté est très-humblement suppliée de fixer un bref délai dans lequel les Prétendans Droits dans lesdites Forêts seront tenus d'en représenter les Titres pardevant ledit sieur Grand Maître , à peine d'en être déchûs , en vertu de l'Arrêt qui interviendra sur la presente Requête , & sans qu'il en soit besoin d'autre , & que c'est dans ces circonstances qu'il a été conseillé de se pourvoir. A CES CAUSES , requeroit le Suppliant qu'il plût à Sa Majesté mettre les Parties hors de Cour & de Procès sur l'Action intentée par le Procureur du Roy de ladite Maîtrise de Nevers pour raison du Procès-Verbal dressé le 3. Septembre 1736. par les Officiers de ladite Maîtrise dans les Bois de ladite Terre & Baronie de Châtillon en Bazois , & sur la Requête dudit Procureur du Roy inserée en l'Arrêt de soit communiqué du premier Octobre 1737. avec deffenses ausdits Officiers de plus troubler ny inquieter ledit Suppliant à ce sujet , attendu qu'il étoit fondé sur la Permission du Conseil du 25. Juin 1736. pour la Coupe de 4000. Pieds d'Arbres dans lesdites Forêts ; ce faisant , subroger ledit sieur de Bazoncourt , Grand Maître des Eaux & Forêts du Département de Poitou , pour l'exécution des Arrêts du





5  
du Conseil des 24. Avril 1722. & 18. Janvier 1729. & luy attribuer à cet effet toute Cour & Jurisdiction, à l'exclusion de tous autres Juges ; en consequence ordonner qu'à la poursuite & diligence dudit Suppliant, & aux frais de qui il appartiendra en définitif, il sera par ledit sieur Grand Maître procédé à la Visite generale de tous les Bois dépendans de ladite Terre & Seigneurie de Châtillon en Bazois, pour en constater l'état actuel, l'âge, la nature & la qualité ; comme aussi que par un ou plusieurs Arpenteurs que ledit sieur Grand Maître jugera à propos de commettre, il sera procédé à l'Arpentage general desdits Bois, & que dans le tems qui sera fixé par ledit sieur Grand Maître, tous ceux qui prétendent quelques Droits de quelque nature que ce soit dans lesdits Bois, seront tenus de représenter leurs Titres pardevant ledit sieur Grand Maître, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, & iceluy passé, qu'ils seront & demeureront déchus desdits Droits, sans que ladite peine puisse être réputée comminatoire, de laquelle représentation de Titres, ensemble des Dires & Requisitions des Parties, il sera dressé Procès-Verbal par ledit sieur Grand Maître, pour sur lesdits Procez-Verbaux de Visite, d'Arpentage & de représentation de Titres, Informations & Instructions, & l'Avis dudit sieur Grand Maître, être par Sa Majesté statué ce qu'il appartiendra, tant pour la conservation & l'aménagement desdits Bois, que pour le cantonnement des Usagers, s'il y a lieu ; faire deffenses à tous Prétendans Droits dans lesdits Bois de se pourvoir pour raison de ce ailleurs que pardevant ledit sieur Grand Maître, ny d'entreprendre & exercer lesdits Droits jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté il en ait été ordonné, à peine de 3000. liv. d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts ; & cependant par provision permettre au Suppliant de faire couper & vendre la quantité de six cent Arpens desdits Bois des plus déperissans en un seul Continent, ou en plusieurs Portions les plus à portée d'être débitées pour l'Approvisionnement de la Ville de Paris, suivant la désignation qui luy en sera faite par ledit sieur Grand Maître lors de la Visite desdits Bois, aux offres qu'il fait d'en faire faire l'Exploitation dans les termes qu'il fixera, & d'obliger celuy ou ceux qui s'en rendront Adjudicataires de faire façonner en Cordes, flotter & voiturier annuellement pendant ledit tems pour la Provision de Paris les Bois qui en proviendront ; ordonner au surplus que ce qui sera fait & ordonné par ledit sieur Grand Maître pour l'exécution de l'Arrêt qui interviendra, sera exécuté par provision, nonobstant toutes Oppositions, Appellations, ou autres Empêchemens generalement quelconques, pour lesquels ne sera differé, & dont si aucuns interviennent il plaira à Sa Majesté s'en réserver & à son Conseil la connoissance, & icelle interdire à toutes autres Cours & Juges. VEU ladite Requête signée Charlet, Avocat du Suppliant, les Arrêts du Conseil des 24. Avril 1722. 18. Janvier 1729 & premier Octobre 1737. cy-dessus mentionnez, ensemble l'Avis dudit sieur de Bazoncourt, Grand Maître des Eaux & Forêts du Département de Poitou du 9. Février 1741. OUY le Rapport du Sieur Orry, Conseiller d'Etat & Ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur General des Finances.

LE ROY EN SON CONSEIL, a révoqué & révoque les Arrêts du Conseil rendus pour raison du Fait dont il s'agit, les 24. Avril 1722. & 18. Janvier 1729. & avant faire Droit sur la Requête du Suppliant, ORDONNE SA MAJESTÉ que par l'Arpenteur de la Maîtrise Particuliere des Lieux qui sera à cet effet nommé par le sieur de Bazoncourt, Grand Maître des Eaux & Forêts au Département de Poitou, il sera incessamment procédé à la diligence dudit Suppliant, & à ses frais, sauf à les repeter contre qui & ainsi qu'il appartiendra, à l'Arpentage general & à la levée du Plan figuratif des Bois dépendans de la Terre & Seigneurie de Châtillon en Bazois, & ensuite par ledit sieur Grand Maître, ou celuy des Officiers de ladite Maîtrise qu'il



jugera à propos de commettre à cet effet, Parties presentes, ou elles dûement appellées, à la Visite & Reconnoissance, tant de l'état, âge & qualité desdits Bois, que des Délits qui y ont ou peuvent avoir été commis, dont Procès-Verbal sera dressé par ledit sieur Grand Maître, ou ledit Officier, *lors duquel Procès-Verbal tous les prétendans Droits d'Usages dans lesdits Bois, seront tenus, ainsi que ledit Suppliant, de représenter les Titres sur lesquels les uns & les autres fondent les Droits par eux prétendus dans lesdits Bois, desquels Titres, ainsi que des Dires, Requisitions & Protestations desdites Parties, il sera aussi par ledit sieur Grand Maître, ou ledit Officier sur sa Commission, dressé Procès-Verbal, pour sur ledit Plan figuratif, & Procez-Verbaux qui seront envoyez au Conseil par ledit sieur Grand Maître, & sur son Avis être ensuite par Sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra; Ordonne en outre Sa Majesté que faute par aucuns desdits Usagers d'avoir représenté leurs Titres lors dudit Procès-Verbal, & ledit tems passé, ils seront & demeureront déchus de tous Droits & Prétentions à cet égard; Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & deffenses ausdites Parties de couper & souffrir qu'il soit abattu aucun Arbre dans lesdits Bois jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par Sa Majesté, à peine d'être poursuivis comme Délinquans, suivant la rigueur des Ordonnances, & en outre de se pourvoir & proceder à l'occasion desdits Droits d'Usages, ailleurs que pardevant ledit sieur Grand Maître & au Conseil, à peine de nullité, cassation des Procedures, 1000. liv. d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts: Et sera le present Arrêt executé nonobstant Oppositions, ou autres Empêchemens generally quelconques, pour lesquels ne sera differé, & dont si aucuns interviennent, Sa Majesté s'en est & à son Conseil réservé la connoissance, & icelle interdit à toutes ses Cours & autres Juges. FAIT au Conseil d'Etat du Roy tenu à Versailles le septième jour de Mars mil sept cent quarante-un. Collationné. Signé D E V O U G N Y.*

**L** OUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A notre Amé & Féal Conseiller le Sieur de Bazoncourt, Grand Maître Enqueteur & General Reformateur des Eaux & Forêts du Département de Poitou, SALUT; Nous vous mandons de proceder à l'exécution de l'Arrêt, dont l'Extrait est cy-attaché sous le contre-Scel de notre Chancellerie, cejourd'huy rendu en notre Conseil d'Etat, sur la Requête à Nous présentée en iceluy par Leonord-Armand Marquis de Pracomtal, Seigneur de Châtillon en Bazois; Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de signifier ledit Arrêt à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore, & de faire en outre pour son entière exécution, à la Requête dudit Sieur Marquis de Pracomtal, tous Commandemens, Sommations, Inhibitions & Deffenses y portées sur les peines y contenuës, & autres Actes & Exploits nécessaires, sans autre Permission, nonobstant Oppositions ou autres Empêchemens generally quelconques, pour lesquels ne sera differé, & dont si aucuns interviennent Nous nous en reservons & à notre Conseil la connoissance, & icelle interdisons à toutes nos Cours & autres Juges. CAR tel est notre plaisir. Donné à Versailles le septième jour de Mars l'An de Grace mil sept cent quarante-un, & de notre Regne le vingt-sixième. Par le Roy en son Conseil.  
D E V O U G N Y.

Scellé le 10. Mars 1741. avec Paraphe.

**F** R A N Ç O I S D E B A Z O N C O U R T, Seigneur d'Esches, Morfontaine, & autres Lieux, Chevalier de l'Ordre Royal & Militaire de S. Louis, Maître d'Hôtel Ordinaire du Roy, Conseiller en ses Conseils, Grand Maître Enqueteur & General Reformateur des Eaux & Forêts de France au Département de Poitou, Aunis, Xaintonge, Angoumois, Limosin, Haute & Basse Marche, Bourbonnois, Nivernois, & dépendances.



VEU l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 7. Mars 1741. rendu sur la Requête de Messire Leonord-Armand Marquis de Pracomtal, Seigneur de Châtillon en Bazois, Commission sur iceluy à Nous adressante; la Requête dudit sieur de Pracomtal à Nous présentée, tendante à ce que pour les Causes y énoncées, il Nous plaise vouloir proceder en Personne à l'exécution desdits Arrêt & Commission; nôtre Ordonnance du 4. Avril dernier étant ensuite desdits Arrêt & Commission, portant entr'autres choses, que les mêmes Arrêt, Commission, & nôtre dite Ordonnance seront signifiés à toutes les Parties interessées, publiées & affichées, si besoin est, à la diligence dudit sieur Marquis de Pracomtal, pour être exécutés selon leur forme & teneur. Autre Ordonnance de Nous du 15. May aussi dernier, portant nomination du sieur le Vermé, Arpenteur, pour proceder à l'Arpentage general & à la levée des Plans de la totalité des Bois dépendans de ladite Terre de Châtillon en Bazois: Et tout considéré.

NOUS Grand Maître susdit, ordonnons que le 16. Juillet 1742. prochain, & jours suivans, il sera par Nous procédé à la Visite & Reconnoissance de la totalité des Bois de ladite Terre de Châtillon, & à l'examen des Titres de tous les prétendans Droits dans lesdits Bois; à l'effet de quoy Nous nous transporterons au Lieu d'Alays en Nivernois, où toutes les Parties interessées seront assignées à la Requête, Poursuites & Diligences dudit sieur Marquis de Pracomtal, tant pour être presentes & assister, si bon leur semble, à la Visite desdits Bois, que pour nous rapporter & représenter les Titres justificatifs des Droits par eux prétendus dans lesdits Bois, pour être du tout dressé Procez-Verbaux, ensemble des Dires, Requisitions & Contestations de toutes lesdites Parties, sinon vaudra ce qui sera fait tant en absence que presence. Mandons au premier Huissier ou Sergent, Garde des Eaux & Forêts de la Maîtrise Royale de Nevers, autre Huissier ou Sergent Royal sur ce requis, de faire pour l'exécution des presentes tous Actes & Exploits requis & necessaires; De ce faire donnons Pouvoir. Fait & donné en nôtre Château d'Esches le quatorze Septembre mil sept cent quarante-un. Signé DE BAZONCOURT.

Et plus bas par Monseigneur le Grand Maître. Signé CARRE', avec Paraphe.

L'AN mil sept cent quarante-deux le *vingt-neuf* jour de *juillet*  
à la Requête de Messire Leonord-Armand Marquis de Pracomtal, Seigneur de Châtillon en Bazois, Lieutenant pour le Roy des Provinces de Nivernois & Donziois, demeurant en son Château de Châtillon en Bazois, Province de Nivernois, où il a élu son Domicile; Fay Louis pagelet *hospice royal j. m. m. n. u. l. l. a. u. a.*  
*baillie et piege presidial de St. Pierre de Montier*  
*resident aux boues et paroisse de reuy*

*souffigné, baillé & laissé Copie à un fr. Antoine Balon bourgeois*  
*et Henry Anne Bellon son fil. Garde Juray d'ant*  
*aubourg le paroisse d'allage. Titant de l'antier ou l'antier*  
*et portant à la personne du sieur Bellon veuve d'antier*  
de l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roy du sept Mars mil sept cent quarante-un, collationné, signé de Vouigny; de la Commission sur iceluy en date du même jour, signée par le Roy en son Conseil de Vouigny, scellée du grand Sceau de Cire jaune le dix-sept dudit mois de Mars mil sept cent quarante-un; de l'Ordonnance de Monseigneur de Bazoncourt, Seigneur d'Esches, Morfontaine, & autres Lieux, Chevalier de l'Ordre Royal & Militaire de Saint Louis, Maître d'Hôtel Ordinaire du Roy, Conseiller en ses Conseils,



Grand Maître Enquêteur & General Reformateur des Eaux & Forêts de France au  
 Département de Poitou, Aunis, Xaintonge, Angoumois, Limousin, Haute & Basse  
 Marche, Bourbonnois, Nivernois, & dépendances, en date du quatre Avril mil sept cent  
 quarante-un, signée de Bazencourt, & par Monseigneur le Grand Maître, Carré; &  
 d'une autre Ordonnance de mondit Seigneur le Grand Maître, en date du quatorze  
 Septembre mil sept cent quarante-un, signée de Bazencourt, & par Monseigneur le Grand  
 Maître, Carré, avec Paraphe; à ce que ledit *le dit / r. Bellons*  
 n'en ignore, & lui ay réitéré les Défenses portées ausdits Arrêt du Conseil & Ordon-  
 nances; & en vertu dudit Arrêt du Conseil, Commission sur iceluy, & des deux Ordon-  
 nances de mondit Seigneur le Grand Maître, le tout susdatté, & à la Requête de mondit  
 Sieur le Marquis de Pracomtal, pareilles demeure & élection de domicile que dessus; J'ay  
 Huissier susdit & soussigné, donné Assignation audit *rs Bellons pere*  
*le fils* — au domicile & parlant que dessus; à comparoir le 16. du mois de Juin 1742.  
 devant mondit Seigneur le Grand Maître, au Grand Salles de la Cour  
 au Lieu d'Alluys en Nivernois, en la Maison de *Conformément à la dernière ordonnance*  
 du 11. Juin dernier

tant pour en execution desdits Arrêt du Conseil, Commission & Ordonnances, être pre-  
 sent, si bon lui semble, à la Visite qui sera faite par mondit Seigneur le Grand Maître  
 des Bois dont est question ausdits Arrêt & Ordonnances; qu'à l'effet de présenter à mondit  
 Seigneur le Grand Maître les Titres, si aucuns il ont des Droits par lui prétendus  
 dans lesdits Bois, sinon sera procédé tant en absence que présence par mondit Seigneur le  
 Grand Maître, conformément ausdits Arrêt du Conseil d'Etat du Roy, & Ordonnances;  
 & avec les Pièces cy-dessus; J'ay aux dits *rs Bellons pere & fils*  
 au domicile, en parlant que dessus, laissé Copie du present.

*Pagelet*

*Copie à Mr  
Bellon*